

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-gauche-remporte-la-presidentielle-en-Uruguay>

# **La gauche remporte la présidentielle en Uruguay**

- Les Cousins - Uruguay -

Date de mise en ligne : lundi 1er novembre 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

El Correo, 1 novembre 2004

Le candidat socialiste Tabaré Vazquez a remporté dimanche l'élection présidentielle en Uruguay, avec une majorité de 50,7%, selon des résultats officiels, faisant basculer à gauche ce petit pays d'Amérique du Sud pour la première fois de son histoire.

La coalition Encuentro Progresista-Frente Amplio (Rencontre progressiste-Front élargi), mené par oncologue Tabaré Vazquez, 64 ans, a gagné le scrutin des élections présidentielles en Uruguay au premier tour, avec 50,7% des voix.

L'avocat et sénateur Jorge Larranaga, 48 ans, du Parti national (droite rurale conservatrice) a recueilli 34,06% des suffrages. Le candidat du Parti Colorado (droite urbaine), Guillermo Stirling, soutenu par le président sortant Jorge Batlle, n'a obtenu que 10,32% des voix. Cela fait 33 ans que le Frente Amplio a été créé et c'est la première fois qu'il arrive au pouvoir sortant le pays de sa traditionnelle alternative entre les « rouges » et les « blancs », qui ont connu cette fois la même déroute. La liesse populaire a envahi les rues de Montevideo ces dernières heures.

Clairement il s'agit d'un vote sanction pour la gestion par le gouvernement de la crise économique de 2002 qui a propulsé le taux de chômage et la pauvreté à des niveaux inédits. Jorge, 22 ans, qui vend des cartes téléphoniques et a voté pour la première fois a expliqué à Pagina 12 « on en marre d'être comme cela, on est quatre chats pelés et on crève de faim ».

La coalition de gauche a également remporté la majorité dans les deux chambres du parlement qui comptent 130 membres, avec 52 députés sur 99 à l'assemblée. C'est la première fois en trente-huit ans que le président a la majorité dans les deux chambres.

Par ailleurs, plus de 60% des Uruguayens ont voté lors d'un référendum soutenu par la gauche et une partie du Parti National, contre l'octroi de toute nouvelle concession de distribution d'eau à des opérateurs privés. Le texte inscrit noir sur blanc dans la Constitution le contrôle des ressources en eau par l'État.